

Mihai Dinu Gheorghiu

Centre de sociologie de l'éducation et de la culture (Paris)

LE PARTI DES CRITIQUES LITTÉRAIRES ET LA CRISE DES INSTANCES DE CONSÉCRATION DANS L'ESPACE LITTÉRAIRE ROUMAIN APRÈS 1989*

Près de dix ans après les grands bouleversements politiques entraînés par la chute du mur de Berlin à l'est de l'Europe, à l'heure des premiers bilans des transformations récentes, il est possible de faire en littérature un premier constat paradoxal quasi-général. On enregistre d'une part les effets bénéfiques du désenclavement de l'espace intellectuel soumis avant à la censure et au contrôle, et d'autre part des effets pervers de cette ouverture : déclin de la production littéraire et de l'audience espérée des intellectuels, et reconversion de bon nombre d'entre eux au management et à la politique. Regardant de plus près, les années 1990 apparaissent rétrospectivement comme caractérisées par une première période d'effervescence suivie à partir de 1993 par un recul du marché littéraire¹ en rapport direct avec une crise économique plus étendue. Les explications de l'ordre du sens commun qui sont souvent avancées renvoient soit au statut privilégié de la littérature avant, qui pouvait tirer profit de l'ambiguïté constitutive de son discours, soit au régime encore plus stricte qui fut instauré par la "censure du marché".

En fait, plusieurs facteurs sont à prendre en compte. La fin du monopole du Parti-Etat sur la production de biens culturels a soulevé très vite un ensemble de problèmes qui ont directement affecté le fonctionnement des instances de consécration : multiplication des périodiques et des maisons d'édition (au début des années 1990), éclatement de l'ancien système centralisé de diffusion, changement des rapports entre production

originale et traductions, changement du statut professionnel de l'écrivain, mobilité interne et internationale, conversions et reconversions professionnelles, politiques, religieuses. La crise actuelle est aussi l'effet du brouillage, dans l'intervalle de quelques années, des frontières entre intellectuel et politique, national et international, public et privé, laïc et religieux, ainsi que entre "tradition" et "modernité", comme l'indique l'intérêt suscité par le postmodernisme, cette version molle de l'ancienne révolution conservatrice. Le statut de l'écrivain apparaît aujourd'hui en déclin par rapport à d'autres professions intellectuelles, ce qui peut être mis au compte à la fois de l'expansion du champ journalistique et à la position qui y revient à l'intellectuel médiatique, mais aussi du déclin des études de lettres, en particulier celles dans la langue nationale par rapport aux langues et littératures étrangères. Enfin, il s'agit du déclin corrélatif d'une catégorie de "spécialistes", les critiques et historiens de la littérature, moins aptes à intervenir sur les questions d'actualité ou de désigner l'actualité des questions, réservée à la politique et à l'économie. S'ajoute à cela la dévaluation relative des oeuvres publiées entre 1948 et 1989, les révisions nécessaires des cours et manuels scolaires, l'évaluation des publications rentrées d'exil, la place à attribuer à la littérature de témoignages, les controverses sur la "littérature de tiroir", la multiplication des jurys littéraires et des prix qui ont estompé les critères de hiérarchisation ou bien la diminution des droits et privilèges associés à la cooptation dans des associations professionnelles suite à la perte du monopole corporatif des anciennes Unions des écrivains. Je me propose d'aborder ici seulement quelques-unes de ces questions, en essayant de les mettre en perspective historique et en insistant sur les transformations du statut de l'écrivain en fonction des modifications des rapports entre l'univers politique et l'univers intellectuel, comme de l'emprise du champ écono-

¹ Voir par exemple Anne-Marie Thiesse, Natacha Chmatko, Svetla Moussakova, Miklos Hadas, *Edition et marché du livre en Russie, Bulgarie, Hongrie. Les transformations de la production culturelle après la fin du système communiste. Compte rendu de fin d'opération d'une recherche financée par le "Programme Europe" et "Connaissance de l'Europe" du CNRS, Paris, 1997.*

mique sur la production de biens symboliques.

LITTÉRATURE NATIONALE ET STATUT SOCIAL DE L'ÉCRIVAIN

Sans pouvoir prétendre à la représentativité, l'analyse du cas roumain² présente plusieurs traits communs avec d'autres pays de l'Est européen en ce qui concerne l'ampleur des changements intervenus depuis 1989. La position dominée que la littérature roumaine occupe dans l'économie internationale de biens symboliques est révélée par la rareté des traductions à partir du roumain vers des langues réputées de circulation internationale et la notoriété internationale des seuls auteurs roumains ayant changé de statut national et/ou de langue³. Il est possible de parler dans leur cas, suivant Pascale Casanova⁴, d'une stratégie d'internationalisation

réussie supposant une rupture d'avec la tradition nationale, inscrite dans la langue elle-même. La position dominée dans l'espace international de la littérature nationale est habituellement représentée en termes temporels ou historiques, de "retard" ou de "décalage", voire en termes d'"influences", c'est-à-dire comme processus de diffusion de modèles littéraires qui sont réinventés en quelque sorte dans des cadres culturels différents. Le comparatisme littéraire place ainsi l'histoire de ces littératures dominées dans la continuation des grands courants esthétiques, du romantisme et du réalisme en particulier. Regardée sous un autre angle, elle apparaît plutôt dans la succession de l'invention historique du champ littéraire français et dans une conjoncture favorable à la constitution d'un "contre-champ" régionaliste (en France) et nationaliste (en Europe) autour de 1900⁵. Ainsi, il est possible d'analyser plusieurs séries d'oppositions qui traversent l'histoire de la littérature roumaine et qui séparent les défenseurs de l'"autonomie esthétique" (critiques littéraires libéraux, auteurs symbolistes, écrivains d'avant-garde) des écrivains et critiques engagés, nationalistes, populistes de droite ou de gauche dans la perspective des prises de position, explicites ou implicites, à l'égard du champ dominant. L'ensemble de ces positions est constitutif de cette configuration sociale particulière qui est la "littérature roumaine" et qu'on peut se représenter comme un modèle inversé du champ littéraire français, voire un de ses sous-champs hétéronomes⁶. Si on a pu parler de la litté-

2 L'enquête que j'ai réalisée sur l'Union des écrivains roumains comporte un ensemble de données sur la production littéraire de 1950 à 1989, l'analyse des principales caractéristiques d'un échantillon de 100 écrivains contemporains et une trentaine d'entretiens avec des écrivains représentatifs sur le rapport des générations. Ce travail est complémentaire avec celui que j'ai entrepris sur les écoles internationales de formation des cadres dirigeants (les écoles de parti) en RDA et en Roumanie.

3 Il faudrait considérer ici à la fois des auteurs dont la notoriété a été relativement courte, en rapport avec une conjoncture politique particulière comme celle de la guerre froide (Virgil Gheorghiu, Petru Dumitriu, Paul Goma), les écrivains ayant appartenu à des minorités nationales et qui ont quitté la Roumanie à des moments différents, comme Paul Celan ou Hertha Müller (mais qui n'ont jamais été comptés comme appartenant à la "littérature nationale") et les écrivains ayant publié une première oeuvre de jeunesse en roumain, mais qui ont été consacrés par leur oeuvre française (Ionesco, Cioran).

4 Cf. Pascale Casanova, *L'espace littéraire international*, thèse de doctorat en sociologie, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1997.

5 Voir dans ce sens les travaux d'Anne-Marie Thiesse, *Ecrire la France*, Paris, PUF, 1992, et de Christophe Charle, *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle*, Paris, Seuil, 1996.

6 Une comparaison systématique avec le champ français se justifie non seulement du point de vue des principales influences littéraires (bien que le romantisme allemand a été une autre source déterminante), mais aussi par la présence continue d'un public cultivé francophone, ainsi que par l'existence d'autres circuits qui reliaient les deux espaces, en particulier celui des études universitaires (l'oeuvre littéraire apparaît souvent comme l'effet d'une trajectoire déviée au moment de

rature roumaine comme d'une "colonie de la littérature française"⁷, cela était dû au fait que les influences pouvaient être repérées même chez les plus résolus des autochtonistes (tels adeptes roumains de Mauras dans les années 1930, par exemple). Il est possible en même temps de penser le fonctionnement de l'espace littéraire roumain comme un "contre-champ", et cela du fait que les prises de position esthétiques les plus "pures" proviennent des écrivains occupant des positions dans des zones des plus hétéronomes de l'espace, exerçant une autre profession principale, intellectuelle ou non, comme c'est le cas de certains avant-gardistes des années 1920 ou surréalistes des années 1940, alors que les positions les plus institutionnalisées et permettant un travail "professionnel" d'écrivain revenaient à des auteurs plutôt réalistes dont l'oeuvre pouvait être rattachée d'une manière ou d'une autre à un programme de construction de l'identité nationale⁸.

Il est possible d'expliquer de plusieurs manières la position forte qui revient à la littérature nationale dans le champ du pouvoir interne. Premièrement, par son rôle dans l'unification du marché linguistique, précédant et préparant la constitution de l'Etat roumain moderne et s'exerçant de manière relativement indépendante des institutions religieuses et scolaires. Ensuite, par les rapports établis entre littérature et religion, indiquant des limites de la sécularisation. La nationalisation de l'Eglise orthodoxe roumaine, soustraite au contrôle de la hiérarchie ecclésiastique grecque au moment de la fon-

dation de l'Etat roumain (les années 1860), rendue aussi possible par l'oeuvre d'une fraction lettrée du clergé, a eu lieu au même moment que la politique de laïcisation de l'enseignement, sans qu'on arrive à une séparation de l'Eglise et de l'Ecole avant la réforme de l'enseignement de 1948. Les rapports historiques établis entre la littérature et la religion ont favorisé des transferts entre les deux champs, sous la tutelle de l'Etat ou contre l'ordre politique établi. Le prophétisme nationaliste, littéraire et religieux à la fois, a pu ainsi survivre en pleine période d'athéisme officiel, grâce d'une part à ses sources folkloriques et d'autre part à la canonisation de ce genre bâtard qui est la "poésie patriotique" et qui a permis à nombre de ses auteurs un retour à l'orthodoxie et à l'orthodoxisme après 1989.

Un moment déterminant dans l'histoire sociale de cette littérature est la constitution d'instances de consécration concurrentes, effet du processus de différenciation de l'espace intellectuel. Il est possible de parler de luttes pour l'autonomie à partir du salon littéraire de *Junimea* (fondée en 1863), où les stratégies de distinction élitiste d'un groupe d'intellectuels conservateurs rejetant en même temps le nationalisme bourgeois libéral et l'art socialiste engagé se sont objectivées dans des "théories" fondatrices. Avant, le mouvement associatif des intellectuels, celui des sociétés "culturelles" fondées dans les pays roumains et des sociétés d'étudiants roumains à l'étranger avant 1848, avaient directement contribué à la diffusion d'un esprit révolutionnaire et "unioniste" : elles ont précédé la fondation des collèges et des universités dans ces pays et préparé leur unification politique⁹. *Juni-*

l'interruption du cursus universitaire chez des écrivains d'avant-garde en particulier).

⁷ L'expression est de Benjamin Fondane, à l'époque de son activité de poète et critique littéraire roumain (sous le nom de B. Fundoianu) avant sa venue en France en 1923.

⁸ Voir dans ce sens la trajectoire du romancier et président de la Société des écrivains roumains que j'ai analysée ailleurs ("La construction littéraire d'une identité nationale. Le cas de l'écrivain roumain Liviu Rebreanu (1885-1944)", in *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, 98, juin 1993, pp. 34-44).

⁹ Il faut mentionner dans l'ordre la Société littéraire de Dinicu Golescu (1827), la Société philharmonique de Câmpineanu (1834), les loges franc-maçonnes ayant préparé le mouvement révolutionnaire (*Steaua Dunării/L'étoile du Danube*, *Frătia/La fraternité*), La société des étudiants roumains à Paris ("sous le patronage de Monsieur Lamartine", 1846), ainsi que les sociétés d'étudiants roumains de Vienne (1867) ou de Budapest. A Paris, le principal lieu d'études pour les

mea, société qui avait pris corps dans un salon mondain, groupe littéraire qui allait contribuer plus que tout autre à la consécration des "classiques" de la littérature nationale. La majorité de ses membres provenaient de Moldavie et de familles de boyards. Ils pratiquaient pour la plupart le journalisme et près de la moitié étaient des enseignants d'université et de lycée. Les leaders du groupe (P.P.Carp, T.Rosetti, T.Maioreescu) étaient devenus à l'apogée de leur carrière ministres (et premier ministre), membres de l'Académie, recteur d'université¹⁰. Groupe affirmé en opposition à la culture universitaire établie, ridiculisant le nationalisme libéral, les prétentions "latinistes" et hégémoniques des nouvelles institutions, de l'Académie¹¹ en particulier, cén-

Roumains au XIXe siècle, il y avait 117 étudiants roumains en 1847 et 500 en 1860.

¹⁰ La biographie de Titu Maioreescu (1840-1917) est édifiante à plusieurs titres pour la condition de l'élite intellectuelle de l'"ancienne Roumanie" (*Vechiul Regat*, 1866-1918). Originaire d'une famille de Transylvanie (son père, instituteur, participant à la révolution de 1848, avait contribué à la mise en place d'un système scolaire moderne en Roumanie), il témoignait par son nom (le patronyme, Maior, "roumanisé" Maioreescu) et son prénom (Tit-Liviu) de la volonté d'affirmer l'origine latine des Roumains de Transylvanie. Maioreescu avait fait des études à Vienne, au collège Theresianum, à Berlin et à Giessen. Germanophone (il écrivait son journal intime en allemand) et partisan constant de l'alliance politique de l'Etat roumain avec les Pouvoirs Centraux, à la différence de la majorité francophone et francophile des représentants de l'élite roumaine de son temps, il a enseigné à l'université la philosophie (auteur d'un premier manuel de logique), a publié des études de critique littéraire et a été en même temps l'avocat de firmes commerciales autrichiennes représentées en Roumanie. Recteur de l'Université de Jassy, puis de celle de Bucarest, plusieurs fois ministre et premier ministre (1912-1913), il est considéré un des fondateurs de la critique littéraire roumaine moderne et partisan de l'autonomie de l'esthétique, par rapport à la science, à la morale et à la politique.

¹¹ L'Académie roumaine, fondée en 1866, avait coopté de façon symbolique des intellectuels de

cle fermé devenu à la fin du siècle une association de notables, fraction éclairée du parti conservateur¹². *Junimea* représente une coupure par rapport à l'exercice dilettante et "culturel" de la littérature, grâce en particulier à la pratique constante de la critique littéraire. C'est à travers elle que sont apparus deux modèles de carrière intellectuelle : le premier académique et politique, fondé sur des études universitaires réussies, le plus souvent à l'étranger, et le second plus proprement littéraire. Les écrivains les plus représentatifs du groupe avaient surtout une culture d'autodidacte ou n'avaient pas terminé leurs études, les professions qu'ils pratiquaient leur permettant de prolonger un mode de vie d'étudiant bohème¹³. En 1909, la fondation de la Société des Ecrivains consacrait d'une certaine façon la séparation de ces deux groupes intellectuels. L'écrivain mettait ainsi à son profit la représentation de *Yintellectuel-prolétaire*, produite par la peur sociale devant l'apparition d'un mouvement socialisant, et transformait ses revendications d'autonomie en source de compromis politique avec l'Etat. Placée au-dessus des partis au nom de sa représentativité nationale, la Société des Ecrivains entendait gagner sa neutralité politique, mais par cela

toutes les provinces habitées par des Roumains et sa section littéraire avait édité le dictionnaire et la grammaire de la langue roumaine. Elle comptait 41 membres en 1941 (137 membres depuis sa fondation).

¹² Pour une analyse en détail de ces métamorphoses, voir Sorin Alexandrescu, "Discours politique et discours culturel", in *Libra*, Etudes roumaines offertes à Willem Noomen à l'occasion de son sixième anniversaire, Groningen, 1983, pp. 47-79.

¹³ Le cas de Mihai Eminescu (1850-1889), poète romantique consacré "national" et celui de I.L.Caragiale (1852-1912), auteur de théâtre, illustrent le mieux la précarité de la profession des lettres à la fin du XIXe siècle. Dépendants des protections politiques, changeant en permanence d'occupation (Caragiale a été, entre autres, propriétaire de brasserie) et frôlant la misère, ils ont été les plus en mesure de devenir des critiques sociaux ou à formuler les nouvelles prophéties politiques.

elle adoptait la définition par l'Etat de l'identité nationale¹⁴. Au moment de sa fondation, la SSR avait 47 membres et ses effectifs ont augmenté par la suite jusqu'à environ 250 dans les années 1940-1945, seulement une partie d'entre eux étant des "membres actifs" ; la plupart des écrivains d'avant-garde de l'époque n'en faisait pas partie.

Les changements intervenus entre 1948 et 1989 sont à distinguer sous trois aspects. Premièrement, la création d'un public potentiel élargi par rapport à l'état antérieur du champ, suite à la politique de scolarisation qui n'avait pas réussi pour autant à sortir le pays de sa position à la périphérie européenne. Deuxièmement, la planification et le contrôle de la production littéraire sous régime de censure : rendue initialement encore plus dépendante du système scolaire et d'un programme idéologique, cette production s'est diversifiée au point où cela a permis l'apparition d'un marché parallèle et d'une "littérature seconde", préfiguration d'un champ littéraire autonome. Troisièmement, l'accumulation de capital symbolique sur les deux marchés littéraires (homologues à l'économie officielle et à l'économie informelle ou "marché noir" sans s'y réduire) a rendu possibles des prises de position contestant l'ordre politique établi et préfigurant l'espace politique différencié d'après 1989.

LE PUBLIC DES ÉCRIVAINS

C'est surtout dans les conditions d'appari-

¹⁴ En posant la nationalité roumaine comme première condition d'éligibilité dans ses rangs, la société excluait de fait les écrivains d'origine juive qui n'étaient pas naturalisés. L'article 7 de la constitution roumaine de 1866 ne prévoyait que la naturalisation des chrétiens, ce qui plaçait la Roumanie, à côté de la Russie tsariste et de la Pologne, parmi les Etats ayant une politique officielle antisémite. La reconnaissance formelle des droits de la minorité juive n'est intervenue qu'en 1923, mais elle s'est heurtée à l'opposition des mouvements nationalistes dès le début, y compris de la part de certaines associations professionnelles ou intellectuels.

tion et de reproduction d'un public interne nouveau qu'on peut comprendre les transformations du statut social de l'écrivain. La croissance des effectifs universitaires, principale source de recrutement d'un public littéraire et artistique restreint, avait connu une courbe ascendante jusqu'au début des années 1970. Par la suite, sous l'effet conjugué de la crise économique et d'une nouvelle "peur des intellectuels" que le régime craint produire en surnombre, ces effectifs enregistrent une diminution constante et n'augmentent à nouveau qu'après 1990. Pendant ces quarante ans, une inversion s'est opérée graduellement dans le recrutement social des différentes filières. L'enseignement en philosophie et dans les autres disciplines classées "idéologiques" avait un public plutôt populaire, contrairement à la situation d'avant la guerre, ce qui explique leur "orthodoxie" dans les deux sens du mot, par rapport à l'idéologie officielle jusqu'en 1989 et par rapport à la religion après. Par contre, l'enseignement des lettres, celui des langues et littératures étrangères en particulier, s'adressait plutôt à des "élites" et des "héritiers", nouveaux ou anciens, au point de constituer, avec l'enseignement artistique, une des sources de recrutement de la "littérature seconde" et de la "contre-culture" contestataire¹⁵. Un changement comparable a connu pendant la même période le statut des études à l'étranger : si les études à l'Ouest, en particulier les études doctorales, constituaient jusqu'à la guerre la principale voie de promotion sociale et professionnelle même après la mise en place des filières nationales, les études à l'étranger (à l'Est) étaient devenues garantes de l'intégration dans le système d'échanges socialistes entre 1950 et 1960, puis se sont raréfiées au profit des seules formations nationales, pour redevenir

¹⁵ Cette distinction entre les deux types de filières est d'ordre général, chacune étant plus ou moins hétérogène selon les différentes périodes, la position des établissements dans l'espace universitaire, etc.

à nouveau la "voie royale" après 1990¹⁶. Tout cela a permis un rapprochement entre les statuts des membres des deux groupes intellectuels, les universitaires et les écrivains, et a remodelé le statut social des carrières littéraires. Le profil des nouvelles "promotions" d'écrivains change ainsi dans les années 1970¹⁷, où les jeunes sont souvent plus diplômés que certains de leurs "maîtres". L'abandon depuis le début des années 1960 des conditions restrictives sociales et politiques d'accès à certains types d'études a précédé la fin de la "démocratisation" et, dès que la progression des effectifs universitaires s'est ralentie, au début des années 1970, et a commencé à décliner, au début des années 1980, un nouvel écart est apparu entre l'élite diplômée et les couches moyennes et inférieures. Au "nivellement" social initial s'était substituée une nouvelle coupure. La méritocratie so-

cialiste, distinguée par ses "vraies études" et la valorisation de la "culture générale", méprisait les "fausses élites" sorties principalement des écoles de parti ou des écoles d'ingénieurs. Elle se sentait menacée par les spécialisations précoces et étroites auxquelles le régime accordait sa priorité¹⁸.

L'augmentation de la production du livre a suivi presque la même courbe que celle du public universitaire potentiel : croissance de 1948 à 1975 (arrivant à 7 860 titres), diminution par la suite, le niveau le plus bas étant atteint en 1990 (549 titres¹⁹). Si elle a remonté par la suite, cette production est restée toujours en dessous de la production des principaux pays développés²⁰. Etant donné le caractère planifié de cette production jusqu'en 1989, la part revenant aux titres de littérature s'est maintenue de façon constante à environ 20% de l'ensemble. Après 1989, la croissance de la production a atteint 2 237 titres de livres de littérature en 1993, pour décliner par la suite à 1 534 titres en 1994 et augmenter légèrement après (1 804 titres en 1995...). La production de livres de littérature représentait près de 40% du total de la production en 1992, et a décliné jusqu'à environ 33% en 1995, ce qui signifie que d'autres secteurs ont été plus touchés. Les baisses de tirage ont été encore plus importantes de 1993 à 1995 : le tirage total est descendu de 37 558 à 10 625 milliers d'exemplaires, et les tirages des livres litté-

¹⁶ Voir à ce sujet Mihai Dinu Gheorghiu, "La mobilité universitaire internationale, la formation et les reconversions des élites des pays ex-socialistes", in Donald Broady, Monique de Saint Martin, Natacha Chmatko (éd.), *Actes du colloque "Formation des élites et culture transnationale"*, avril 1996, Moscou, 1998. L'érection d'obstacles à la promotion sociale et professionnelle des nouvelles élites - avec des stages obligatoires dans le secteur "directement productif" de l'économie, la fermeture des carrières universitaires pour les jeunes diplômés, ou les restrictions des chances d'accès aux associations professionnelles comme l'Union des Ecrivains, etc.- ont renforcé l'attrait de l'émigration.

¹⁷ Un premier exemple de la promotion universitaire des écrivains avait été la fondation de l'École de littérature Mihai Eminescu à Bucarest, d'après le modèle de l'Institut de littérature Maxim Gorki de Moscou. Cette école, qui n'a fonctionné que dans les années 1950, recrutait des élèves sur des critères de vocation littéraire et de conformité politique plutôt que de performances scolaires, et leur assurait une formation au niveau du premier cycle universitaire. Destinée à former les meilleurs représentants de la "littérature nouvelle" et en même temps des cadres pour l'appareil de la culture, sa fermeture a laissé la place à l'université en tant que principale institution de consécration des intellectuels.

¹⁸ La réforme de l'enseignement de 1977 réduisait le nombre des "lycées de culture générale" au profit de la multiplication des "lycées industriels". Les réformes entreprises dans les années 1990 ont rétabli la position des premiers, et la multiplication des universités privées a fait diminuer l'effet du *numerus clausus* scolaire imposé auparavant pour les études supérieures.

¹⁹ Chute qui s'explique essentiellement par la réorientation des ressources en papier vers la presse. Les chiffres d'après 1989 n'ont qu'une valeur indicative, certaines maisons d'édition ne respectant pas toujours le dépôt légal.

²⁰ 450 titres pour un million d'habitants en moyenne contre 370 en Roumanie en 1975, cf. *Courrier de l'UNESCO*, 1983.

raires qui représentaient 50% du total en 1994 ne représentaient que 30% en 1995. Les principaux éditeurs roumains sont actuellement privés et nouveaux, l'éclatement de l'ancien système de distribution ayant entraîné la faillite des maisons d'édition d'Etat. L'expansion du marché s'est confronté très vite à deux types de problèmes : celui des ressources matérielles limitées (le prix du papier, la production interne et les importations²¹) et à la mise en place d'un nouvel ordre juridique (une nouvelle loi de la propriété intellectuelle, concernant à la fois les droits d'auteurs et les conditions d'attribution des subventions, n'a été adoptée qu'en 1995).

DROITS PROFESSIONNELS ET LUTTES POLITIQUES

L'ensemble des conditions politiques et culturelles d'après 1949 (année de la fondation de l'Union des Ecrivains d'après le modèle soviétique par la réunion des associations professionnelles antérieures, des écrivains et des auteurs dramatiques) ont rendu possible une progression rapide du nombre des écrivains "institutionnalisés". L'augmentation la plus importante des effectifs a eu lieu dans la deuxième partie des années 1960, grâce à la réunion de conditions exceptionnelles : l'accroissement du nombre de jeunes écrivains, l'amnistie et la réhabilitation des détenus politiques (1964), etc. L'Union avait ainsi 730 membres en 1968 et 1 235 en 1978, auxquels s'ajoutaient les 639 membres du Fonds littéraire²². L'exercice

de la profession était aussi possible "hors statut" — les publications littéraires des non-membres —, grâce à une reconnaissance purement symbolique par les pairs, la cooptation dans l'Union constituait une étape dans la consécration, facilitant l'accès à plusieurs ressources collectives.

Le développement de la production de livres et les bénéfices complémentaires provenant des périodiques culturels et littéraires, du théâtre, de la radiotélévision et du cinéma ont considérablement augmenté les sources de revenu des écrivains, sans permettre pour autant l'affranchissement d'une catégorie d'écrivains indépendants, à même de vivre en exclusivité de leurs publications. Les écrivains qui réalisaient les revenus les plus importants, du fait du plus grand nombre de titres publiés, des tirages les plus élevés de leurs publications et, dans certains cas, des adaptations pour le théâtre, le cinéma ou la télévision de leurs oeuvres, étaient aussi ceux qui occupaient des postes de responsabilité dans l'appareil de production (maisons d'édition, revues) ou d'administration (l'Union des Ecrivains, le ministère de la culture). En cela, le système correspondait au modèle soviétique, mais pour un marché beaucoup plus restreint, et avec des possibilités de traduction et de diffusion internationale, à l'Est comme à l'Ouest, plus réduites²³. Avec les restrictions imposées vers le milieu des années 1970 et surtout après 1982, le groupe le plus privilégié parmi les écrivains a été directement menacé, et la concurrence est devenue plus vive pour des ressources diminuées. Les écrivains "établis" auxquels l'Union pouvait assurer, sous une forme ou une autre, des revenus

²¹ D'après les statistiques publiées par l'UNESCO, la Roumanie est à la fois producteur, exportateur et importateur de papier journal. Malgré des variations importantes de sa production, la consommation interne s'est maintenue à peu près constante tout au long des années 1970-1990.

²² Le Fonds littéraire, constitué également d'après le modèle soviétique, de même que les "fonds", était une caisse d'entraide des écrivains, gérant le patrimoine de l'Union et étant censé défendre les intérêts professionnels et matériels de ses membres. Tous les membres de l'Union étaient également membres du Fonds, à eux s'ajoutant ceux

qui avaient été admis uniquement par le Fonds, bénéficiant dans une moindre mesure des privilèges assurés aux autres écrivains "institutionnalisés" : prêts, accès aux "maisons de repos et de création", pensions, etc.

²³ En Pologne ou en RDA, par exemple, peut être aussi dans d'autres pays socialistes, un secteur privé de l'édition s'était maintenu.

réguliers supérieurs à la moyenne se sont sentis les plus menacés²⁴.

On peut illustrer le caractère inextricable des luttes littéraires et politiques par les changements intervenus dans les années 1980 à l'intérieur de la principale instance de représentation professionnelle des écrivains, le Conseil de l'Union. Le nombre des membres du conseil de direction avait augmenté proportionnellement avec les effectifs de l'Union, étant établi à 91 en 1977 et à 111 en 1981. Les mesures de libéralisation relative prises après 1965 avaient permis la mise en retrait de plusieurs auteurs "staliniens", le conseil devenant plus représentatif pour l'ensemble de la communauté littéraire. Afin d'empêcher la transformation de l'Union dans une association de contre-pouvoir intellectuel, un système de délégation à la Conférence nationale des écrivains avait été imposé par les autorités politiques en 1972 : un membre sur deux devait être délégué par les associations régionales de l'Union, "le Parti" espérant empêcher la délégation des écrivains indésirables. De leur côté, les écrivains s'étaient mobilisés pour écarter leurs confrères réputés au service du parti. Ces luttes politiques des écrivains au nom de la "démocratie interne" de leur institution ont marqué surtout la période 1972-1981, prenant différentes formes (demandes d'audience à Ceausescu des groupes représentatifs des deux "camps" en conflit) et se sont terminées par des sanctions à l'encontre de l'Union (dissolution de son organisation de parti, blocage des réunions du Conseil, etc.).

Des documents publiés récemment font voir non seulement le degré de surveillance policière des luttes littéraires, banalisée en quelque sorte, mais aussi le mode de classement politique des différents catégories d'auteurs et, en dernière instance, le caractère hétérogène du "Parti" lui-même. Ainsi, une note

²⁴ Pour une présentation des transformations des associations professionnelles des écrivains après 1989 en Roumanie et en Allemagne de l'Est, voir Mihai Dinu Gheorghiu, "Les institutions internationales du champ littéraire", *Liber*, 28, septembre 1996, pp. 9-12.

"stricte secrète" de la *Securitate* du 8 juillet 1981 enregistrait avec inquiétude les effets politiques des élections au Conseil dirigeant de l'Union : "Le nombre des écrivains connus pour leurs antécédents politiques (*eu problème de securitate*) a augmenté [dans le nouveau conseil]. Ainsi, des 28 *gens de lettres* nouvellement élus au conseil, deux ont été condamnés pour des infractions contre la sécurité de l'Etat, cinq sont signalés pour des manifestations politiques non-conformes (*necorespunzătoare*), et quatre entretiennent des relations suspectes avec des éléments de l'émigration réactionnaire, des diplomates ou autres citoyens étrangers. Ils s'ajoutent aux 37 autres personnes présentant des antécédents politiques qui faisaient déjà partie du conseil antérieur. [Par contre,] le nombre des écrivains membres du CC du PCR ou députés au parlement, qui détiennent des hautes fonctions dans l'appareil politique ou d'Etat ou sont connus pour leur soutien actif de la politique culturelle du parti a diminué. N'ont pas été élus, malgré le fait qu'ils étaient candidats, Titus Popovici, Zoe Dumitrescu-Busulenga, Virgil Teodorescu, Ion Brad, Ion Dodu Bălan, Mihnea Gheorghiu, Vasile Nicolescu, Dinu Săraru et d'autres."²⁵ Le même document fait état des rapports de force établis entre les groupes d'intérêts des écrivains, enregistrant le renforcement de la position des "écrivains du groupe Bogza-Jebeleanu-Desliu" à rencontre du "groupe adverse" (Eugen Barbu, Adrian Păunescu, Paul Anghel, Ion Lăncrănjan). Un autre document laisse voir la position nationaliste et antisémite adoptée par des membres de la police sous l'influence de ce groupe littéraire : "On estime que les manoeuvres réalisées par le groupe non-conformiste, constitué autour de la revue *România literară* et en particulier par les écrivains de nationalité juive, ont obtenu l'élimination des écrivains roumains, estampillés en tant qu'une prétendue *nouvelle droite*." Enfin, à la suite de ces résultats électoraux insatisfaisants pour "le Parti", une série de mesures avaient été envisagée pour rétablir l'ordre : la mise sur pied d'une commission médicale afin de vérifier si tous

²⁵ *Cartea albă a Securității*, Bucarest, Serviciul Român de Informații, 1996, p. 219.

les écrivains bénéficiant d'une retraite maladie sont "véritablement malades" ; l'élimination du Conseil dirigeant des poètes Dan Desliu, Nina Cassian, Mircea Dinescu et Dorin Tudoran ("suite à la réclamation de plusieurs [autres] poètes") ; l'établissement de fiches individuelles pour tous les 1 432 membres titulaires de l'Union des Écrivains, qui devaient contenir des "questions de comportement, de morale, d'antécédents [politiques, pénales], de situation familiale", ces notes étant rédigées par des cadres du comité central ; l'évacuation du restaurant du siège de l'Association des écrivains de Bucarest (connu comme lieu de turbulences) ; le déménagement de l'Union dans un autre immeuble pour la séparer de l'Association, etc.²⁶.

Cette polarisation entre l'élite littéraire et "le Parti" ne prendra des formes politiques explicites qu'après 1989. Elle était fondée sur des critères de représentativité différents, bureaucratiques et policiers d'une part (comme l'indique la tâche de fichage des écrivains impartie à des fonctionnaires du comité central ou l'usage de la délation), ou purement symboliques (la valeur littéraire reconnue) d'autre part. Mais elle était aussi limitée — et condamnée en quelque sorte à échouer — du fait que la mobilisation collective des écrivains ne pouvait emprunter qu'une voie aussi bureaucratique, celle de l'organisation professionnelle (l'Union des Écrivains), et qu'une "association libre" était tout simplement impossible dans le pays²⁷. L'histoire spécifique de cette profession et l'intériorisation de modèles culturels anciens contradictoires en fournissent la principale explication.

CONSÉCRATION ET DISCRÉDIT D'UN CRITIQUE LIBÉRAL

Né en 1939 dans une famille d'enseignants d'une ville de province, Nicolae Manolescu est adopté par son grand-père maternel suite à l'arrestation de ses parents, membres du parti libéral, au début des années 1950. Le changement de patronyme (Apolzan) devait lui faire éviter des persécutions pendant son parcours scolaire. Pourtant, il a été menacé d'expulsion de l'université au début des années 1960, n'y échappant que grâce à la protection de ses professeurs. Après des études brillantes de lettres à Bucarest il a été recruté comme maître de conférence à la faculté de lettres et critique littéraire (feuilletoniste) aux principaux hebdomadaires littéraires du pays, *Contemporanul* d'abord, *Romania literară* ensuite. Son patron, George Ivascu, lui aussi professeur de littérature et journaliste littéraire, intellectuel de gauche avant la guerre, avait été emprisonné quelques temps dans les années 1950, puis réhabilité par Ceausescu et nommé sur des postes de responsabilité dans la presse littéraire. Ivascu faisait partie des intellectuels qui, malgré les persécutions qu'ils ont subies quelque temps, ont accepté de devenir des compagnons de route du parti, ce qui leur a apporté des privilèges mais aussi une certaine influence sur la politique culturelle. Pour comprendre la trajectoire de Manolescu, il est indispensable de le situer par rapport à ces "maîtres" : un autre était George Călinescu, surnommé le "critique divin", continuateur (avec Mihai Ralea) de la direction critique de *Viata Românească* (revue d'un groupe littéraire populiste de gauche) et auteur d'une histoire monumentale de la littérature roumaine publiée en 1941²⁸. L'émi-

²⁶ Id., p. 221-222.

²⁷ Comme le montre aussi la lettre de solidarité de plusieurs écrivains avec Mircea Dinescu, en 1989, lettre adressée au président en exercice de l'Union des Écrivains, ou l'échec de quelques écrivains exilés de fonder à Paris, toujours en 1989, une nouvelle "Société des Écrivains roumains".

²⁸ Sortie après la perte de territoires par la Roumanie au profit de la Hongrie, de l'URSS et de la Bulgarie et avant son entrée en guerre contre l'Union Soviétique du côté de l'Allemagne, cette histoire littéraire proclamait l'unité nationale par delà les vicissitudes historiques. Malgré son nationalisme et les spéculations sur une "race roumaine" dans l'air du temps, Călinescu n'avait pas exclu les écrivains juifs de son histoire, à un moment où ceux-ci étaient victimes de lois antisémites, ce

gration roumaine accusait constamment ces "intellectuels démocrates" de "collaborationisme", mais s'est montrée plus compréhensive à l'égard des représentants de la nouvelle génération des années 1960, entrée dans la vie littéraire pendant une période de libéralisation. Manolescu, un des meilleurs "jeunes critiques", qui ont eu la tâche de réécrire à la fois l'histoire de la littérature ancienne et récente, de situer la "littérature socialiste" dans la continuité de la littérature nationale, la débarrassant du "sociologisme" et du canon réaliste socialiste, avait contribué à la consécration de nombreux jeunes confrères. Ses deux premiers livres sont une synthèse des vingt premières années de littérature "socialiste" (cosignée avec un autre de ses professeurs, Dumitru Micu) et un essai extrait de sa thèse sur Titu Maiorescu. Son oeuvre, critiquée dans les années 1950 pour son "esthétisme idéaliste", était consacrée et constituait le départ d'un nouveau cycle historique de la culture nationale. Le travail d'historien et d'essayiste accompli par Manolescu dans une dizaine de livres apparaissait bien distinct de celui de critique littéraire (feuilletoniste), car il ne reprenait jamais dans ses livres, à la différence de la majorité de ses collègues, ses articles sur des auteurs contemporains. Il s'interdisait ainsi de faire l'historien de la littérature roumaine contemporaine (si on ne compte pas le volume de début, en 1964, cosigné, que j'ai mentionné²⁹), évitant ainsi de s'exposer aux critiques croisés de la censure et de l'émigration (ces dernières exprimées par l'intermédiaire de la *Radio Free Europe*) sur le classement des auteurs en vie. Manolescu en avait fait une mauvaise expérience avec la publication en 1969 d'une anthologie de la poésie roumaine qui fut retirée des librairies suite au mécontentement de poètes officiels qui n'y figuraient pas, alors qu'il y en avait d'autres dont le passé fasciste était no-

que lui a attiré les foudres de l'extrême-droite.

²⁹ Je ne donnerai pas ici une bibliographie de ses publications, accessibles seulement en roumain. Après 1990, ses titres en histoire et critique de la littérature roumaine n'ont été, à une exception près, que des rééditions ; une thèse de doctorat en lettres lui a été consacrée récemment en Roumanie.

toire³⁰. Le soutien explicite qu'il accordait à une littérature jeune (il avait dirigé un cénacle étudiant jusqu'à son interdiction en 1983) et contestataire le plaçait parmi les principaux artisans d'une relative autonomie esthétique, en opposition directe avec le travail de censure. Le fait de ne pas avoir été ni membre du parti, ni apparatchik littéraire, de ne pas avoir profité des crédits du Fonds littéraire (qui faisait de certains écrivains des endettés à vie) constituait une preuve de son intégrité morale. Sans être unique, sa position était exceptionnelle : personne n'était comme lui à même de tenir en équilibre des forces contraires, qui s'excluaient réciproquement et souvent violemment.

Pour mieux comprendre cet équilibre fragile dans lequel se trouvait la position de Manolescu, il faut prendre en compte certaines de ses dispositions, à la fois d'"héritier" de l'ancienne bourgeoisie intellectuelle et d'acteur de la nouvelle politique culturelle du parti. Cela lui accordait la facilité de faire des compromis sans compromissions explicites — écrire par exemple sur des écrivains apparatchiks et sur des apparatchiks écrivains sans donner l'impression d'avoir cédé sur le plan du jugement esthétique. Mais il faudrait analyser également l'ensemble des positions dans le champ, avec d'un côté celles les plus proches de la censure, des auteurs qui devaient l'essentiel de leur carrière au parti, et celles des écrivains roumains en exil, représentants de cette "intelligence de l'anticommuniste" mobili-

³⁰ L'enjeu politique que représentait le classement littéraire (esthétique) des auteurs contemporains avait conduit à plusieurs interdictions d'ouvrages d'histoire littéraire. Considérée initialement comme une solution de compromis, la publication de dictionnaires d'écrivains est arrivée également à un impasse. Ne pouvant pas se décider entre la meilleure stratégie à adopter (l'omission ou le traitement "négatif" des auteurs indésirables ou proscrits), la censure avait fini par bloquer des ouvrages qui avaient été officiellement commandés et pour l'apparition desquels les historiens littéraires s'étaient montrés prêts à faire des compromis.

sée du temps de la guerre froide³¹. Grâce aux rapports de confiance établis avec ces derniers, des relations fondées sur plusieurs propriétés communes dont l'exercice de la critique littéraire constituait le principal indicateur d'un capital social sublimé, Manolescu disposait non seulement d'une marge manoeuvre plus grande que d'autres, mais pouvait aussi se servir d'eux pour formuler un certain nombre de critiques à l'adresse de la politique culturelle du parti. Sans analyser ici le système d'échanges, en partie codifié, établi à travers le rideau de fer, qui fonctionnait malgré les obstacles policiers érigés³², il apparaît aujourd'hui que les polémiques dans lesquelles étaient engagés les collaborateurs roumains de la radio américaine avaient l'efficacité d'une contre-censure dont pouvaient bénéficier les auteurs vivants et publiant dans le pays. En même temps, comme tout commentaire littéraire politiquement engagé, les feuilletons diffusés par la *Radio Free Europe* tendaient à surévaluer les qualités esthétiques des auteurs persécutés par le régime ou de ceux qui se démarquaient des canons officiels, cette agrandissement de l'identité littéraire constituant a priori une forme de protection. De l'autre côté, les chroniques signées par N. Manolescu — qui s'est "autodémasqué" récemment dans un éditorial de *România literară* comme ayant été un des informateurs privilégiés des émissions de la *Radio Free Europe*, tandis que Monica Lovinescu, sa principale correspondante, a dévoilé le code employé³³ —, apparaissaient comme plus

"objectives", car jamais politiquement explicites. Ainsi, en créant l'illusion d'une autonomie possible sous un régime de censure sans être en mesure de divulguer les instruments politiques qui la rendaient possible, la critique littéraire avait consacré le double jeu et le dédoublement comme un art intellectuel performant sous régime de contrainte.

La performance de se maintenir sur une position dominante sans occuper pour autant un poste élevé dans la hiérarchie officielle, réunir en même temps l'accord de la censure et les éloges des adversaires du régime, était exposée à deux types de dénonciations. D'une part, celle des écrivains mécontents de se voir désignés comme étant les seuls supports du régime sans pouvoir en tirer les bénéfices littéraires escomptés (victimes de chroniques défavorables ou, pire, ignorés, ils n'étaient élus ni dans le conseil dirigeant de l'Union des écrivains, ni dans les jurys qui accordaient les prix littéraires) : ceux-ci étaient les plus disposés à dénoncer le caractère politique de cette discrimination et à désigner comme persécuteurs la *Radio Free Europe* et ses agents de l'intérieur. Mais, malgré le fait que, par leur dénonciation ils se situaient objectivement du côté des forces hétéronomes, demandant une remise en ordre politique des hiérarchies littéraires, ils se considéraient néanmoins victimes d'une injustice dans l'ordre esthétique et réclamaient un traitement égal aux autres. C'est dans leurs rangs qu'ont été recrutés après 1990 les leaders de partis nationalistes fascisants comme *România Mare*, dont le discours est centré sur la même représentation d'une persécution par des forces externes et par le complot. D'autre part, il y avait un deuxième danger de dénonciation, en provenance cette fois de ceux qui, politiquement engagés (dissidents, exilés), considéraient ce dédoublement entre esthétique et politique comme une stratégie d'échec ou même en fin de comptes comme immoral. Formulée cette fois à titre général à l'adresse des "intellectuels roumains", sans jamais citer quelqu'un personnellement, diffusée sur les

31 Pierre Gremion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris, 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995.

32 Pour une première présentation en français voir Ioana Popa, "L'intelligence de l'anticommunisme" entre littérature et politique ; une instance de consécration. Le cas d'une émission de critique littéraire de la *Radio Free Europe*", Mémoire de DEA de sciences sociales, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, ENS, septembre 1998, ainsi que plusieurs publications en roumain des personnes concernées dans les années 1990.

33 Il n'est pas sans intérêt de préciser qu'un des noms de code utilisés par ces écrivains engagés

dans des combats à la fois esthétiques et politiques était "Baudelaire".

ondes courtes de la *Radio Free Europe*, cette critique morale d'une illusoire autonomie esthétique donnait en contre-exemple l'engagement intellectuel dans d'autres pays de l'Est, constituant une véritable "esthétique" (Monica Lovinescu). Ce n'est qu'après 1989 que ce type de dénonciation a été formulé directement et personnellement, à l'occasion de quelques règlements de compte.

L'engagement politique de Manolescu a été relativement plus tardif que celui d'autres intellectuels, ce qui peut s'expliquer à la fois par sa position exceptionnelle dans le champ (demandant que la politique soit sacrifiée aux intérêts de l'autonomie esthétique)³⁴ et par ses dispositions liées aux conditions de sa socialisation politique. Elu directeur de *Romania literară*³⁵ en 1990, Manolescu a fini par engager cette publication dans une ligne critique contre le régime "néocommuniste" du président Iliescu, contrairement à l'avis d'un certain nombre de ses collègues prônant l'"apolitisme", mais acceptant des hautes fonctions dans l'administration de l'Etat. Fondateur par la suite du "parti de l'alliance civique" (PAC),

³⁴ Dans un entretien que j'ai eu avec lui fin 1988, il m'expliquait que son rôle était essentiellement d'entretenir un mécanisme démocratique difficilement mis en place à l'Union des écrivains et qui, même s'il était "gelé" à l'époque, pouvait être rétabli et servir de modèle une fois la crise dépassée. Cette représentation de l'avenir, infirmée par le déroulement des événements après décembre 1989, était vraisemblablement fondée sur une autre représentation du rôle des écrivains, conforme à un autre état du champ (le processus de démocratisation de 1968).

³⁵ Fondé en 1956 sous le titre de *Gazeta literară*, rebaptisé *Romania literară* en 1968, le principal hebdomadaire de l'Union des Ecrivains avait atteint les tirages les plus importants, 28 000 exemplaires, en 1965, tirages qui ont diminué ensuite à 20 621 en 1977 et à 6 143 en 1982. La revue, qui vient de fêter ses trente ans (ne se reconnaissant pas sous le titre antérieur, d'inspiration soviétique), est toujours le principal journal littéraire roumain, subventionné par la fondation Soros et tirant à 5 000 exemplaires.

en 1991, qui réunissait dans un premier moment plusieurs écrivains et intellectuels, d'orientation néolibérale, politiquement peu distincte des six ou sept autres partis libéraux du pays, Manolescu a fini par échouer dans sa tentative d'imposer un courant distinct de l'opposition³⁶.

C'est en suivant les transformations les plus récentes du nouveau champ du pouvoir, intellectuel et politique, qu'il est possible de discerner aussi les causes du rapprochement d'une fraction de l'élite littéraire roumaine actuelle des positions politiques de l'extrême droite. Plusieurs échanges polémiques ont mis en évidence des rapports ambigus entre politique et esthétique dans les pages de *Romania literară* : Manolescu et quelques-uns de ses collaborateurs ont pris position contre les tentatives des intellectuels juifs de "monopoliser la souffrance", contestant les procès contre Papon et Garaudy, ou exigeant l'édification d'un mémorial du Goulag à Washington au même titre que le mémorial de l'holocauste³⁷. Effet de vieillissement au bout d'une trajectoire qui a réussi à conserver une position dominante dans l'absence de toute interrogation sur les conditions qui lui ont permis cette continuité ; mais aussi effet d'hétéronomie qui fait que cette zone de l'espace littéraire national tend à fonctionner comme un "contre-champ" et reproduire les anciens rapports ambigus entre esthétique et politique dans le sens encore plus dangereux d'une esthétisation de la politique.

³⁶ C'est le président actuel, Emil Constantinescu, élu sur ce poste en novembre 1996, qui lui a été préféré comme candidat unique de l'opposition à la présidence de la République. Par ailleurs, son parti (le PAC) a fusionné avec un parti libéral du gouvernement, le poste honorifique de président du comité directeur de ce parti étant accordé à Manolescu.

³⁷ La requête a été initialement formulée par l'ex-dissident soviétique Vladimir Bukovski, vivant en Grande Bretagne, au nom d'une égale indemnisation des victimes.